

# La bulle du pape

Marc Barbier

INRA, SAD Paris-Grignon, 78850 Thiverval-Grignon  
barbier@grignon.inra.fr

## Contexte

Quand la Liste ESB a été créée début mai 1999, j'étais en postdoc à l'INRA où je travaillais à la coordination d'un projet européen tout en entamant des recherches sur la gestion publique des risques et sur l'expertise à finalité politique. Yves Le Pape participait également à ce projet qui visait à faire une étude européenne comparée des relations entre science et décision publique en matière de maladies à prions. La première crise de l'ESB était alors passée, la France n'avait connu – selon les données du réseau d'épidémiosurveillance passive de l'ESB - que 18 cas en 1998. Sur le papier, l'ESB conservait le statut de « maladie sporadique pouvant entraîner l'hystérie collective » que la presse vétérinaire avait établi dès le premier cas reconnu en 1991. Cependant, dans les entretiens que nous avons commencés à conduire, on pouvait noter, dans les milieux vétérinaires et de l'élevage, une inquiétude grandissante vis-à-vis de cas de vaches atteintes d'ESB nées après l'interdiction des farines aux ruminants (cas dits à l'époque BAB pour « Born After the Ban » avant que l'expression francophone NAIF - « né après l'interdiction des farines » - ne devienne plus « populaire »). Au niveau européen, le Portugal retenait alors toute l'attention avec 106 cas déclarés et, de façon plus confidentielle, la Suisse connaissait un début d'épizootie de cas BAB qui était confirmée par un programme d'épidémiosurveillance active « expérimental », utilisant un test d'identification de la protéine prion pathologique qui deviendra plus tard le test de référence français bien que n'étant pas le plus performant<sup>1</sup>.

Au sein de ce projet européen, nous avons amorcé une réflexion sur la question des signaux faibles et des alertes, un aspect du projet visant justement à problématiser la question de l'écoute précoce. Les travaux maintenant bien connus de Chateauraynaud, Hérou, Torny et Lemieux<sup>2</sup> donnaient alors des orientations théoriques et méthodologiques bien utiles pour dépasser des approches plus établies dans l'analyse des risques et la psychométrie. Par ailleurs, dans le cadre du GIS « Risques collectifs et situations de crise », animé par Claude Gilbert et Isabelle Bourdeaux du CNRS, nous nous intéressions également à l'idée d'une démocratisation des débats sur les risques sanitaires<sup>3</sup>.

## Projet

D'un côté, nous étions assez conscients alors que l'instauration d'un nouveau système d'évaluation des risques et du « système des agences », par la loi de 1998 et suite au rapport Huriet<sup>4</sup>, devait s'accompagner d'une discussion et de la prise en compte des retours d'expérience sur ce qui avait été « raté » avec le SIDA ou l'ESB et ce qui se jouait autour des OGM<sup>5</sup>. Les procès du sang contaminé, le

---

<sup>1</sup> Une étude du système national d'action contre l'ESB était alors réalisée, dans ce projet comme dans d'autres pays dont la France et le Royaume-Uni, ce qui donne alors une vue d'ensemble assez saisissante des disparités entre pays, tant du point de vue des référentiels des politiques publiques, que de l'organisation de l'expertise ou de l'état des mobilisations consuméristes et politiques pour l'affirmation de politiques la précaution.

<sup>2</sup> Chateauraynaud Francis, Hérou Christophe, Lemieux Cyril et Torny Didier, 1997. *Alertes et prophéties. Les risques collectifs entre vigilance, controverse et critique*. Rapport CNRS-École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 2 volumes.

<sup>3</sup> Les membres du collectif CRIDE (Collectif sur les risques, la décision et l'expertise) représentaient, au sein de l'INRA, un embryon d'équipe de recherche travaillant sur de nombreux projets nationaux et européens lié à la question des risques collectifs.

<sup>4</sup> Huriet Claude, 2001. Rapport d'information fait au nom de la Commission des affaires sociales sur le fonctionnement des comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale. Sénat (Les Rapports du Sénat, n°267), Paris, 24 p.

<sup>5</sup> Alexis Roy faisait alors sa thèse sur la Commission du génie biomoléculaire, cf. Roy A., 2001. *Les experts face aux risques : le cas des plantes transgéniques*, PUF (collection Partage du savoir/Prix Le Monde de la recherche universitaire), Paris, 285 p.

rapport Mattéi<sup>6</sup>, le rapport européen Ortega<sup>7</sup> ou l'enquête parlementaire du Royaume-Uni invitaient à faire ce genre de détour par l'histoire très récente des institutions et de leur fonctionnement face à la gestion des risques sanitaires.

Par ailleurs, la fin des années 1990 voit aussi le début d'une véritable explosion de la technologie Internet en France, l'e-business en plein essor spéculatif sort l'usage d'Internet des mondes de la recherche, des systèmes d'information d'entreprise ou des mondes « branchés » pour concerner de plus en plus de personnes dans leur travail et, au-delà, des particuliers dans leur quotidien. Cela se traduit, à l'INRA, par la mise à disposition d'outils pour créer des « infoservices » et des listes de discussion, tandis que la Mission Environnement-Société s'engage dans la mise en ligne des pages « La vache folle en ligne » sur son site Internet [à [www.inra.fr/dpenv/vchfol100.htm](http://www.inra.fr/dpenv/vchfol100.htm)].

La liste d'échanges sur l'ESB est ainsi née entre deux serveurs de Grenoble et Jouy-en-Josas à la conjonction des deux dynamiques que nous venons d'évoquer, mais surtout de l'entreprise d'Yves Le Pape visant à fabriquer électroniquement et socialement un forum permanent sur l'ESB.

Le projet était bien de constituer un forum dont la composition sociale et professionnelle se devait d'être hybride afin de satisfaire le besoin d'échanges et d'informations d'une grande diversité de personnes, concernées de façon différenciée par le dossier de l'ESB. Ce dossier montrait des contours très instables et impossibles à maîtriser complètement, tant il était et reste protubérant. Ce besoin d'échanger que l'on pouvait percevoir aussi bien dans nos environnements personnels immédiats que dans nos enquêtes sociologiques était, je crois, renforcé par le sentiment d'un manque d'informations institutionnelles facilement accessibles à l'image de ce que le MAFF (Ministry of Agriculture, Fisheries and Food) au Royaume-Uni ou l'Office fédéral vétérinaire en Suisse étaient capables d'offrir aux internautes ainsi d'ailleurs que la commission ou le parlement européen, alors en pleine réforme. De l'avis de beaucoup, la DGAL (Direction générale de l'alimentation) ou le ministère de l'Agriculture, voire même les instituts de recherche, étaient alors sûrement pourvus de capacités à communiquer mais beaucoup moins à informer.

## Lancement

Présent à ses côtés dans son bureau, où j'étais accueilli pour mon postdoc, j'ai pu ainsi assister au lancement de ce « forum » et parfois aider Yves à trouver et maintenir un cap qui, assez tôt, s'est avéré difficile à garder. Entre « l'intendance électronique qui ne suivait pas toujours », les problèmes de netiquette et de maintien de l'ordre, et surtout une actualité de la « vache folle » qui n'en finissait pas de grossir, portée par et/ou entraînant une actualité grandissante sur les risques alimentaires (listériose dans le Vercors au printemps, poulet à la dioxine et crise sanitaire chez Coca-Cola en juin 1999), et jouant même un rôle clé dans le formatage d'un discours de dénonciation des risques cachés dans le cadre de la controverse alors grandissante sur les biotechnologies.

Au fil des déclarations de cas par la DGAL, on assistait à une multiplication des cas NAIF, notamment dans le Grand Ouest, qui conduisait à mettre à l'agenda des problèmes posés par l'ESB celui de la nécessité de la réglementation d'abattage total et systématique au nom de la sécurité sanitaire des aliments. L'activité réglementaire française était intense et les autorités affirmaient suivre les experts, ce qui conduisait à favoriser la visibilité importante du travail d'expertise scientifique réalisé par le Comité interministériel sur les ESST (encéphalopathies subaiguës spongiformes transmissibles), présidé par Dominique Dormont. L'année 1999 était aussi l'année de la mise en application de la loi de sécurité sanitaire, avec des attentes fortes sur la structuration et la prise en charge de l'évaluation des risques par les agences et corrélativement la fin annoncée, depuis novembre 1998, de l'embargo sur les viandes britanniques. 1999, c'était enfin l'année de la naissance de clivages de plus en plus prononcés entre un monde de consommateurs réclamant des mesures de précaution et un monde de l'élevage réclamant une gestion moins aveugle des risques, sachant que ce dernier se « clivait » lui-

<sup>6</sup> Mattéi Jean-François, 1997. *De la vache folle à la vache émissaire*. Assemblée nationale (rapport d'information, n°3291), 2 tomes, 237 p. ; 687 p.

<sup>7</sup> Medina Ortega Manuel, 1997. *Rapport sur les allégations d'infraction ou de mauvaise administration dans l'application du droit communautaire en matière d'ESB, sans préjudice des compétences des juridictions communautaires et nationales*. Parlement européen, 165 p.

même entre les producteurs allaitants, les mixtes et les laitiers. Malgré de telles oppositions, les colistiers se retrouvaient pourtant autour de l'idée qu'une plus grande transparence et le débat étaient nécessaires afin que la précaution trouve des prises communes pour instruire la question difficile d'une action publique en situation d'incertitude.

### **Usager**

De collaborateur proche je suis très vite devenu un « usager » de la liste, certes un peu schizophrène car j'y voyais à la fois un lieu d'expression qui fabriquait un collectif réfléchissant et un objet d'étude en tant justement que lieu de débat. Je n'étais certainement pas le seul à en avoir ainsi un usage à double détente. En effet, la liste supportait de nombreux types d'investissements plus ou moins spontanés et, à des degrés divers, des usagers utilisant l'espace de communication ouvert par la liste comme parterre d'une tribune virtuelle ou comme source d'information d'un travail journalistique ou de recherche. Il était fréquent de voir les mêmes usagers faire des apports purement informationnels, puis produire un commentaire acerbe sur telle ou telle absence de mesure pour enfin porter la contradiction au message d'un « cher colistier ». Si la liste était pour moi un lieu d'observation de la formation et de l'intensité des débats, et donc une façon de suivre la structuration du dossier ESB au jour le jour, j'avais aussi le souhait de participer à son fonctionnement, ne serait-ce qu'en apportant des informations d'actualité scientifiques ou réglementaires. J'y voyais aussi la possibilité de mettre en discussion des idées qui provenaient du travail de recherche et qu'on discute à chaud. Le travail d'analyse de la prise en charge de l'ESB en Suisse m'avait conduit à émettre très tôt l'idée d'une sous-déclaration des cas d'ESB, simplement en comparant les courbes et les systèmes d'épidémiosurveillance et en renvoyant cela à la comparaison des flux de farines entre, d'une part, le Royaume-Uni et la Suisse et, d'autre part, le Royaume-Uni et la France. J'avais aussi acquis une sorte de conviction que l'abattage systématique était un dispositif qui pouvait avoir des effets pervers en terme de sous-déclaration mais aussi en terme de médecine et de recherche en coupant le monde des « savants » et des « apprenants » des populations animales potentiellement infectées et en le privant de sources de tissus pathologiques. Je développais alors très naïvement l'idée d'une quarantaine scientifique sur les troupeaux atteints, une sorte d'autre façon d'appréhender la précaution en prenant des risques...

### **Fascination pour le monde Internet ou « bulle démocratique »**

Ce que je trouvais « excitant » - et qui me fascine toujours rétrospectivement - c'était cette mise en commun toujours imprévisible de perceptions plus ou moins argumentées selon la contingence ou l'urgence d'une prise de parole publique. Jour après jour, la liste formait un texte très étrange, écrit à plusieurs mains avec ses personnages, ses redondances et ses oppositions de style. C'était un atelier d'écriture avec des discussions en escaliers de conjectures explicatives, de bribes d'analyse et de positions variées, quant à la manifestation de la certitude d'un enrichissement par le débat. Bref, pour le coup, il y avait cette hybridation, visible là, sur mon écran, que certains textes sociologiques considèrent comme une propriété essentielle de l'innovation ou de la démocratie dialogique. De ce point de vue, la liste m'apparaissait comme un forum tout à fait intéressant, une sorte de maquette d'un débat permanent sur l'existence d'une maladie, sur ses effets et sur ce qu'elle impliquait de transformations. Un tel débat n'avait alors cours que de façon sporadique, au gré de l'attention qui était portée aux manifestations variées de l'ESB par les agences de presse, par les journalistes d'investigation ou par ceux de la presse professionnelle.

La première propriété de cette liste reposait ainsi sur la variété de sa composition « sociale et professionnelle », avec quelques colistiers à l'étranger. La deuxième reposait sur l'attention portée par les participants à créer et à partager des prises de position pour créer un espace de débat. Cela se traduisait par une grande volonté de partager de l'information par simple « re-routage » mais aussi d'en produire à partir de synthèses partielles. Le fonctionnement de liste supposait ainsi, pour certains, un travail d'arrière-plan de veille, de compilation, de sélection et de mise en perspective de l'information. C'est, enfin, sans compter sur les échanges en dehors de l'espace communicationnel de la liste, qu'il s'agisse du travail de modération ou d'échanges deux à deux sur des points précis ou des désaccords.

Au-delà de ces propriétés importantes pour les colistiers, la liste était également conçue par ses usagers comme un véritable dispositif ayant vocation à faire exister un espace de discussions et de débats, permettant d'entretenir des rapports directs avec différents modes d'existence de l'épizootie, dont celui de son existence politico-administrative.

C'est à travers la « lettre pétition » (sottement appelée *Supplique.com*, cf. Nau J.-Y., **Une supplique pour exiger du gouvernement la transparence**, *Le Monde* du 16 avril 2000) que ce forum a eu une existence politique manifeste, certes modeste mais en adéquation avec les principes de son fonctionnement. Cet épisode important a vu des gens très divers s'aligner pour demander une plus grande transparence dans la gestion de l'ESB, notamment en réclamant la publication des données du réseau d'épidémiosurveillance de l'ESB. Après cette convergence de vue, la liste est devenue, me semble-t-il, plus difficile à saisir et elle a échappé à tous les colistiers avec la crise de l'automne 2000. De maquette d'agora, la liste est alors devenue une arène plus conflictuelle, plus « clivée », les opinions s'exprimant à travers, notamment, des imputations d'arguments ou des procès d'intention, à l'image de la politisation du débat sur la suppression des farines qui était un déni pur et simple du collectif d'experts alors en travail sur la question au moment de « l'interdiction présidentielle », ces mêmes experts qui avaient tant servi de parapluie !

Il me semble, rétrospectivement, que les discussions sur la liste autour de la crise de novembre 2000 ont clairement introduit une dimension de conflictualité présente jusque-là mais contenue dans une démarche de structuration d'un collectif éclairé (je pense notamment aux deux réunions nationales des membres de la liste). En effet, les analyses et les explications de la crise, reposant sur l'idée que l'autonomie du champ médiatique fabrique l'« hystérie collective » à partir d'un fond d'irrationalité du public, ont en quelque sorte eu pour effet de cristalliser des positions sur cette explication en « dernier recours ». La liste s'est vue elle-même investie d'un dialogue de sourds entre les tenants d'une « précaution défensive du consommateur » et ceux qui, voulant rehausser la consommation de bœuf, jugeaient les mesures effectives « bien trop suffisantes ». Ce qui a manqué, c'est peut-être alors une discussion de cette idée, qui pèse comme le faisait autrefois le concept de superstructures, que les médias ont un effet déterminant sur la perception et les comportements des gens. Oui, il a manqué certainement d'un peu de réflexivité à ce moment-là, peut-être aussi des compétences pour parler du travail journalistique et de l'industrie de l'information de façon plus pragmatique. À moins qu'il ne s'agisse finalement que d'un heureux inaccomplissement de la technologie Internet, après l'explosion d'une bulle démocratique... ■

### Pour notes, quelques travaux qui doivent quelque chose à l'ESB-Liste

- |   |   |
|---|---|
| <p>BARBIER M., JOLY P.B., 2000. La Sécurité alimentaire à l'épreuve de la crise de l'ESB. Obsession du risque ou émergence d'une démocratie des risques ? VII<sup>e</sup> Rencontres Recherches Ruminants, 6 et 7 décembre 2000, Paris, La Villette, suppl. ESB, 39-44.</p> | <p>BARBIER M., 2001. « The socio-technical construction of risk through the set-up of epidemiological watch. A comparative approach of European case studies », XIX<sup>th</sup> Congress of the European Society for Rural Sociology, 3-7 septembre 2001, Dijon, 40 p.</p> |
| <p>BARBIER M., 2001. <i>Le réseau d'épidémiosurveillance de l'ESB, Institutionnalisation, dynamique de fonctionnement et mises à l'épreuve</i>. Rapport pour le Programme Prions ACC3, INRA ESR, Grenoble, 87 p.</p>  | <p>BARBIER M., 2003. Une interprétation de la constitution de l'ESB comme problème public européen. <i>Revue Internationale de Politique Comparée</i>, 10(2), 233-246.</p>  |